

Le mouvement ouvrier dans le Puy-de-Dôme de 1914 à 1918

Eric Panthou

Contribution parue dans *Il était une fois, 1914-2014, le mouvement ouvrier pendant la 1^{ère} guerre mondiale*, Hors série de la revue *Le Nouveau Grain de Sable*, 2015, p. 104-106.

Mots clés : 1914-1918, Alexandre Varenne, syndicalisme, CGT, internationalisme, Puy-de-Dôme, pacifisme, socialisme.

A la veille du premier conflit mondial, le Puy-de-Dôme est un département où prédominent les socialistes dans les campagnes et les radicaux socialistes –ardents défenseurs de la propriété privée et des intérêts de la petite bourgeoisie- dans les villes. Les socialistes ont bien des députés, mais aucun sur l'une des 3 circonscriptions de Clermont-Ferrand, preuve de leurs difficultés à s'implanter auprès d'une classe ouvrière largement dépourvue ici de traditions.

Bien que défendant jusqu'au lendemain de la déclaration de guerre une position de principe internationaliste et « révolutionnaire », le mouvement socialiste local s'est immédiatement rangé derrière ses leaders locaux et nationaux dans l'Union sacrée.

Le mouvement ouvrier local avait manifesté son vif mécontentement contre la décision du gouvernement de faire passer la durée du service militaire à 3 ans à partir d'août 1913. Une grande réunion publique est ainsi organisée le 19 avril 1913, en présence d'Alexandre Varenne et Joseph Claussat, députés socialistes de Riom et Thiers. Déjà principale figure du mouvement socialiste dans le département, Varenne est davantage un pacifiste qu'un antimilitariste. Il critique l'armée pour son esprit, pour les valeurs réactionnaires que défendent nombre de ses officiers. L'armée doit se « républicaniser » selon lui.

Les socialistes auvergnats vont manifester leurs désaccords internes dans le débat sur les réactions à adopter en cas de guerre.

Marius Viple, jeune journaliste, se déclare hostile devant le projet de grève générale voire d'insurrection. Il considère que cette dernière ne pourrait aboutir qu'à l'écrasement du pays le plus socialiste par celui qui le serait le moins, défendant ici la position des partisans de Jules Guesdes.

Il est néanmoins minoritaire lors du congrès extraordinaire convoqué à Clermont-Ferrand le 5 juillet 1914 où la motion et la « thèse révolutionnaire » défendues par Joseph Claussat, soutenues par Albert Paulin, le secrétaire de la fédération socialiste mais aussi ancien secrétaire de l'Union des syndicats du Puy-de-Dôme, l'emportent à une assez large majorité. Alexandre Varenne avait lui défendu une thèse « réformiste » : opposition formelle à la

guerre et ralliement à la Défense nationale si les socialistes allemands ne maintenaient pas leur position de refus du vote des crédits de guerre.

Le dernier numéro de *L'Ami du Peuple*, l'hebdomadaire socialiste qu'il a créé en 1904, paraît le 2 août 1914. Il reprend les appels de la SFIO, de la CGT, des partis allemands et autrichiens. Mais l'essentiel et l'originalité du contenu venaient d'un titre et de deux articles d'un ton très différent.

« A bas la Guerre quand même! », cet énorme titre barrait la première page. Il évoque le même titre paru deux jours avant dans *La Bataille socialiste*, l'organe national quotidien de la CGT. Les socialistes du Puy-de-Dôme cèdent au fatalisme face à ce qu'ils nomment « l'épreuve suprême ».

Joseph Claussat dans cette même première page, rejetait la responsabilité de la situation sur les états-majors et le patronat. Il n'en conclut pas moins avec fatalisme, ignorant toute position internationaliste : « Aujourd'hui, l'Allemagne est prête. Et nous, sommes-nous prêts ? Oui, nous sommes prêts à mourir ». Les organes de presse socialistes et syndicalistes ne paraîtront plus pendant toute la durée de la guerre dans le département.

Le mouvement syndical ne se distingua pas de l'attitude des leaders socialistes locaux. Alors qu'il avait prévu d'organiser un meeting à Clermont le 2 août, « de façon à aider l'action pacifiste indéniable français et de demander à la classe ouvrière de garder tout son sang froid », il décide finalement de l'annuler. Le meeting était déjà convoqué sur les bases de l'Union nationale derrière le gouvernement. Le syndicat des typographes de Clermont, l'un des plus anciens syndicats clermontois, réunit son assemblée générale extraordinaire le soir du 3 août, jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Il affirme que tous ses adhérents sont prêts à faire leur devoir pour défendre le sol français, la République « tout en regrettant profondément l'égorgement inévitable qui se produira entre les prolétariats appelés un jour à devenir frères ».

Les socialistes auvergnats depuis longtemps inquiets de la montée des périls, méfiants envers l'Allemagne, n'eurent aucune hésitation devant le ralliement à l'œuvre de Défense Nationale. Leur attitude, leurs débats avant 1914 avaient déjà annoncé largement ce choix sans surprise de ralliement à l'Union sacrée et au vote des crédits de guerre, et de renoncement aux positions internationalistes défendues jusque là par les socialistes allemands, français et autrichiens notamment. Assemblée nationale et sénat votent à l'unanimité les projets de lois occasionnés par l'Etat de guerre.

Gustave Hervé, leader national du Parti socialiste appelle militants socialistes et syndicaux à ne rien faire contre la mobilisation. Celle-ci se déroule effectivement dans le plus grand calme mais sans aucune exaltation excessive à Clermont-Ferrand.

L'Union nationale déclarée par les dirigeants ouvriers n'a pas signifié pour autant le renoncement de la classe ouvrière à défendre ses droits. Dès la fin de l'été, on signale une agitation dans les milieux ouvriers de Thiers où le chômage frappe. Quelques semaines plus tard, on signale des propos menaçants et « une attitude nonchalante au travail sur les chantiers » (Lang, p. 27-28). Les autorités sont suffisamment inquiètes pour décider

l'interdiction d'une réunion à la Bourse du Travail et ce malgré la présence d'une foule nombreuse et mécontente. Pour autant, si on enregistre à l'échelle du pays 98 grève en 1915 et 314 pour 1916, aucune n'est signalée pour cette période du début de la guerre dans le département.

Les socialistes du département ne se sont pas ralliés au pacifisme comme ont pu le faire par exemple ceux de la Haute-Vienne.

En février 1916, la Chambre syndicale des Travailleurs de l'habillement est saisie de nombreuses plaintes de la part des ouvrières à domicile du département, au sujet du non respect de la loi sur le salaire minimum. De nombreuses femmes étaient amenées à travailler 16 à 18 heures par jour pour un gain misérable de 1,40 francs (Lang, p. 96). Le syndicat intervient pour défendre les ouvrières. Ailleurs, les salaires sont moins bas mais les conditions de travail sont très dures pour ses femmes employées dans des ateliers tels celui des Gravanches fabricant des obus.

Les syndicats restent extrêmement modérés. On regrette le fait que les pouvoirs publics aient laissé les prix augmenter, réduisant d'autant le pouvoir d'achat des classes populaires, on réclame la réquisition générale de tout ce qui est nécessaire à la vie quotidienne, on défend la mise en place de salaires minimums.

En 1917, les revendications salariales sont plus nombreuses. Les ouvriers couteliers réclament des hausses en juillet. Le préfet fait état de demandes similaires à Clermont-Ferrand. En septembre 1917, les ouvriers des métaux font campagne pour la mise en place d'une coopérative de consommation et exigent une lutte plus énergique des pouvoirs publics contre les fraudeurs.

Alors que plusieurs grèves ont lieu le 1^{er} mai 1917 ailleurs en France, Clermont-Ferrand et le reste du département restent calmes. Les autorités sont pourtant inquiètes puisqu'elles ordonnent à la presse d'arrêter toute information relative aux grèves qui viennent de surgir dans la Loire, juste à côté. Les établissements employant des ouvriers font l'objet d'une surveillance stricte. Il n'y aura finalement aucune grève ici en 1917.

Cela ne signifie pas absence de conflits. A Saint-Eloy, 2000 mineurs se réunissent et protestent au sujet de l'absence d'indemnité de vie chère dans le bassin.

En janvier 1918, ce sont les mineurs de La Combelle qui décident la grève s'ils n'obtenaient pas une augmentation journalière de « cherté de vie » (sic). Des revendications similaires sont émises par les ouvriers de la ville de Clermont-Ferrand. A cette occasion, le Commissaire central relève l'action modératrice des dirigeants syndicaux (Lang, p. 219).

Quelques semaines plus tard, Clermont est touchée par l'agitation ouvrière qui règne dans la région de Saint-Etienne où dès le mois de mars, des minoritaires avaient préconisé la grève générale. En mai, le syndicat des métallurgistes de Clermont organise un référendum pour savoir s'il faut appeler à la grève générale si la question de la hausse des salaires n'est pas satisfaite. Les arrestations à Saint-Etienne, auxquelles s'ajoutent la censure et le contrôle minutieux des milieux ouvriers clermontois aboutissent à dissuader les travailleurs de toute action. Néanmoins, la repartition depuis mai 1918 du journal syndicaliste « Le Travailleur », organe départemental des syndicats, traduit bien le réveil du mouvement ouvrier local. Les revendications restent néanmoins cantonnées aux questions salariales et économiques. Cette

modération politique s'explique en partie par l'attitude des dirigeants syndicaux et socialistes qui depuis 1914 ont constamment soutenu l'Union nationale.

Dès le début de la guerre, Alexandre Varenne, réélu député socialiste du Puy-de-Dôme quelques semaines plus tôt, accepte d'être chargé de mission, responsable du service de la censure politique, sous les ordres du gouverneur Galliéni. C'est donc en tant que journaliste reconnu, d'abord à *l'Humanité* puis ensuite comme fondateur de *L'Ami du peuple*, que Varenne est amené à diriger la censure !

Finalement, il dut abandonner sa mission début 1915, après que le groupe socialiste à l'Assemblée nationale, se soit prononcé en ce sens.

Marius Viple sera quant à lui successivement nommé chef de cabinet de Jules Guesde, ministre d'État, en 1914, d'Albert Thomas, ministre de l'armement, en 1916, et d'Alexandre Ribot, président du conseil, en 1917. Les principales figures socialistes locales auront donc apporté leur contribution aux différents ministères d'Union nationale de la période.

Contrairement à un département comme l'Allier, le Puy-de-Dôme n'a pratiquement pas connu l'influence des « minoritaires » socialistes qui ont combattu l'Union sacrée. Pour autant, d'Union sacrée, il n'y en eut pas au sein de la population laborieuse, très vite confrontée à la hausse des denrées, à l'aggravation de leurs conditions de travail pendant que d'autres profitaient de la situation.

Sources :

Jean-Jacques Becker, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la FNSP, 1977. (BU Droit M 5589) - Anne-Marie Dupin, *"Le bourrage de crâne" dans la presse du Puy-de-Dôme pendant la Première Guerre mondiale (1914-1916)*, mémoire de maîtrise histoire contemporaine, Université Clermont 2, 1986 (cote D 544 Maison de la recherche) - Gilberte Lang, *L'opinion publique dans le Puy-de-Dôme pendant la Première Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise histoire contemporaine, Université Clermont 2, 1979 (cote D 367 Maison de la recherche) - Guy Rousseau, *Le temps du Gouyat. L'enracinement socialiste dans le Puy-de-Dôme (1870-1914)*, Clermont-Ferrand, Publications de l'Institut du Massif Central, 1991.

Voir aussi *L'Ami du Peuple*, hebdomadaire socialiste (bibliothèque du Patrimoine, sous microfilms) parution de 1904 à 1914 - *Le Travailleur du Puy-de-Dôme. Organe officiel de l'Union départementale des syndicats ouvriers*, parution de 1918-1923.